

France/Présidentielle

Macron engrange des soutiens clés

AFP  
Paris/France

**Dernier en date, celui de l'ancien maire de Paris, Bertrand Delanoë. Un poids lourd de la gauche.**

A moins de sept semaines de la présidentielle française, le candidat centriste Emmanuel Macron, en ascension constante dans les enquêtes d'opinion, engrange des soutiens clés, tandis que le conservateur François Fillon peine à rassembler.

Un ténor de gauche, l'ancien maire socialiste de Paris Bertrand Delanoë, a officiellement apporté hier son soutien au fondateur du nouveau mouvement "En marche !", par affinité pour ses idées "progressistes" et pour "donner le maximum de force au premier tour au candidat qui peut battre (Marine) Le Pen", la chef de file de l'extrême droite.

"La série de défections ne fait sans doute que commencer, même si de nombreux responsables PS temporisent encore", prédisait hier le quotidien Le Parisien dans un article consacré à l'inquiétude du candidat socialiste Benoît Hamon face au risque d'un "vote utile" dès le premier tour pour faire barrage au

Front national de Mme Le Pen.

La consigne du PS est de "rester solidaires et unis" mais le président socialiste François Hollande a lui-même affirmé en début de semaine que son "ultime devoir" était de "tout faire" pour contrecarrer la menace d'une extrême droite gonflée à bloc par le Brexit et la victoire de Donald Trump aux Etats-Unis.

Dans cette campagne marquée par une grande indécision des électeurs, les sondages actuels annoncent un duel final, le 7 mai, entre la chef de file du FN Marine Le Pen, 48 ans, et l'ancien ministre de gauche Emmanuel Macron, qui tablent tous deux sur les envies de renouvellement politique des Français.

François Fillon, très déstabilisé par une affaire d'emplois fictifs présumés impliquant son épouse Penelope et deux de ses enfants, ne franchirait pas la barre du premier tour. Benoît Hamon et le champion de la gauche radicale Jean-Luc Mélenchon, qui ne sont pas parvenus à s'allier, arrivent loin derrière.

Dans ce contexte, la mobilisation des électeurs apparaît comme un facteur crucial.

**"AUBERGE ESPAGNOLE"** • Toujours per-

sudé de ses chances de victoire, François Fillon a réussi à contrecarrer les tentatives de son camp pour le débarquer de la campagne mais peine à dissiper les doutes. Une réunion avec l'ancien président Nicolas Sarkozy et l'ancien Premier ministre Alain Juppé, destinée selon son porte-parole à "donner une image de rassemblement", a été annulée.

De nouvelles révélations de l'hebdomadaire satirique Le Canard Enchaîné sur un prêt de 50 000 euros (32,7 millions de francs) non déclaré au fisc - par oubli, selon l'avocat du candidat - ont relancé le feuilleton, dans l'attente du prochain rendez-vous mi-mars de François et Penelope Fillon avec les juges. M. Fillon a lui-même dit s'attendre à une inculpation.

Malgré ses appels au rassemblement, le compteur de ses "lâcheurs", tenu par le quotidien Libération, liste 305 noms, un seul élu ayant changé d'avis.

Mardi soir, les centristes du parti UDI, qui ont suspendu la semaine dernière leur participation à sa campagne, ont décidé d'attendre les "nouvelles initiatives" promises par M. Fillon avant de se prononcer en sa faveur. Et certains, comme l'ancien



L'ancien maire socialiste de Paris, Bertrand Delanoë (à gauche) : un soutien de poids pour le candidat centriste à la présidentielle Emmanuel Macron.

ministre Jean-Louis Borloo, évoquent ouvertement un éventuel ralliement à M. Macron.

Le vétéran centriste François Bayrou a déjà choisi cette "offre politique nouvelle", qui selon lui est "en situation non seulement d'être au deuxième tour, mais peut-être même de manière extrêmement positive".

Le quotidien Le Figaro ironisait hier matin sur la "coalition hétéroclite" qui se dessine autour de l'ancien banquier d'affaires de 39 ans en la qualifiant "d'auberge espagnole" et en soulignant sa "forte coloration

socialiste" - l'axe principal de contre-attaque de la droite face à l'émergence de ce "novice" en politique. "Au fil des ans les alternances correspondent de moins en moins à un véritable changement, parallèlement à une exaspération grandissante face à la crise économique", note Jérôme Sainte Marie, politologue chez PollingVox. Selon lui, l'année 2017 pourrait voir naître une nouvelle bipolarité, entre "libéraux" et "nationalistes souverainistes", avec un nouveau clivage "entre les classes intégrées à la mondialisation, et celles qui se sentent perdantes".

Sénégal/Justice

Le maire de Dakar inculpé et écroué pour détournement de fonds

AFP  
Dakar/Sénégal

**On prête à Khalifa Fall, en dissidence avec la majorité au pouvoir, une ambition présidentielle. Le collectif de ses avocats a ainsi dénoncé une manœuvre politique.**

LE maire de Dakar, Khalifa Sall, dissident de la majorité au pouvoir et probable candidat à la présidentielle de 2019 au Sénégal, a été inculpé mardi soir, notamment pour détournement de fonds publics, et placé sous mandat de dépôt, a annoncé à l'AFP un de ses avocats. Les chefs d'inculpation rete-

nus à l'encontre de Khalifa Sall sont ceux "d'escroquerie portant sur des deniers publics, de détournement de deniers publics, d'association de malfaiteurs, de blanchiment de capitaux", a affirmé l'avocat, Me Bamba Cissé.

Selon lui, le juge d'instruction a ordonné son incarcération. Cinq autres collaborateurs du maire de Dakar ont aussi été placés sous mandat de dépôt. Le 3 mars, le procureur de la République de Dakar, Serigne Bassirou Guèye, avait annoncé lors d'une conférence de presse qu'une information judiciaire allait être ouverte contre Khalifa Sall, évoquant un détournement de plus de 2,7 millions d'euros (1,76 milliards de francs).

Un rapport de l'Inspection générale d'Etat (IGE) indique que des fonds d'un montant de 1,83 milliard de FCFA (plus de 2,7 millions d'euros) ont été "pris des caisses" de la Ville de Dakar "sans justification", avait expliqué M. Guèye.

"On demande que ce soit justifié" parce que les pièces censées le faire n'ont pas été produites, avait ajouté le procureur.

Khalifa Sall, un ancien ministre, dirige la capitale du Sénégal depuis 2009. Il est un des responsables du Parti socialiste (PS) et est perçu comme un probable candidat à la pro-

chaine présidentielle. Le PS, formation qui a dirigé le pays de 1960 à 2000, est membre de la coalition autour de l'actuel président Macky Sall mais Khalifa Sall, en dissidence dans son parti et au sein de la majorité, a annoncé qu'il présenterait sa propre liste de candidats aux législatives du 30 juillet.

Khalifa Sall a régulièrement réfuté ces derniers jours les accusations de détournement à son encontre.

Il avait été convoqué et entendu les 21 et 22 février, pendant plusieurs heures d'affilée, par la division des investiga-

tions criminelles (DIC, police judiciaire) sur sa mauvaise gestion présumée. Convoqué lundi par le juge d'instruction, M. Sall avait vu son audition ensuite renvoyée à mardi après-midi.

Après son inculpation et son incarcération, le collectif de ses avocats a dénoncé une manœuvre politique. "Cette arrestation et cette détention n'ont pour but que de freiner Khalifa Sall dans ses ambitions politiques", a assuré le collectif dans une déclaration lue devant la presse au tribunal, évoquant les législatives de juillet et la présidentielle de 2019.

C'est arrivé...

A 92 ans, il prend l'autoroute en fauteuil roulant

UN homme de 92 ans, visiblement peu au fait du code de la route, a emprunté dimanche dernier une autoroute du sud de l'Ecosse avec son fauteuil roulant électrique, a annoncé la police écossaise. Le nonagénaire roulait en début d'après-midi sur l'autoroute M74, un axe majeur qui relie l'Angleterre à l'Ecosse, quand la police a été alertée.

Une patrouille est intervenue alors que l'homme se trouvait au niveau de Motherwell (Ecosse), à 25 kilomètres environ au sud de Glasgow. "Les officiers ont reconduit l'homme à son domicile", a indiqué un porte-parole de la police écossaise, sans préciser si le retraité encourait une sanction.

...à Motherwell (Ecosse)



En prison depuis mardi soir, le maire de Dakar, Khalifa Sall, paie-t-il son ambition politique ? Ses avocats sont convaincus que si.

L'Afrique en bref

• **Afrique du Sud/Justice. Pretoria reste pour l'instant à la CPI**

L'Afrique du Sud a formellement annulé sa décision controversée de claquer la porte de la Cour pénale internationale (CPI) le temps de se conformer à la décision d'un tribunal sud-africain qui l'avait invalidée pour des raisons de procédure. Cette annulation ne modifie cependant pas les intentions de l'Afrique du Sud sur le sujet puisqu'un projet de loi de retrait doit être déposé prochainement devant les députés sud-africains.

• **Burundi/Crise. Des ONG réclament des "sanctions ciblées"**

Des ONG internationales et locales ont exhorté hier le Conseil de sécurité de l'Onu, qui doit discuter ce jeudi de la crise burundaise, à prendre des "sanctions ciblées" contre les responsables de violations des droits de l'homme dans ce pays des Grands Lacs.

• **Libye/Migrations. Une vingtaine de migrants tués par des passeurs**

Une vingtaine de migrants d'Afrique sub-saharienne ont été tués par des passeurs sur une plage en Libye après avoir refusé d'embarquer à bord d'un bateau pour rejoindre l'Europe, a-t-on indiqué hier de source sécuritaire.

A travers le monde

• **Afghanistan/Attentat. Près de 40 tués dans un hôpital de Kaboul**



Près de 40 personnes ont été tuées hier dans une attaque contre le principal hôpital militaire d'Afghanistan, au cœur de Kaboul, pris d'assaut par un commando d'insurgés islamistes déguisés en médecins.

• **Etats-Unis/Politique. Trump tente d'unifier son camp pour abroger "Obamacare"**

Le premier grand test des talents de négociateur politique de Donald Trump a commencé. Le président américain doit cajoler l'aile droite de la majorité républicaine, qui a des velléités de fronde dans l'épineuse réforme du système de santé.

• **Proche-Orient/Diplomatie. Boris Johnson soutient la solution à deux Etats**

Le ministre britannique des Affaires étrangères Boris Johnson a assuré hier lors d'une visite au Proche-Orient que son gouvernement restait attaché à une solution à deux Etats dans le conflit israélo-palestinien.